


Chapitre 7: Île Maurice

Compilé par Nteboheng Mahlaha

	Statistiques de contexte du pays
	Population: 1.286 millions d'habitants (2011)
	PIB par habitant: 7 488 \$US (2010)
	Indice de développement humain (IDH): 0.726
	Taux de chômage: 7.8% (2011)
	Principaux secteurs économiques: agriculture, tourisme, production et services financiers.
	Principales exportations: vêtements et textiles, sucre, molasses, poissons et fleurs coupées
	Prévalence du VIH et du SIDA: 1% (2010)
Taux bruts de fréquentation de l'enseignement primaire: 111% (2010)	
Taux bruts de fréquentation de l'enseignement secondaire: 89% (2010)	
Taux bruts de fréquentation de l'enseignement supérieur: 25% (2010)	

Les données de contexte du pays ont été obtenues auprès d'une variété de sources: CIA (2012), UNAIDS (2011), PNUD (2011), UNESCO Institut des statistiques (2011).

La République de Maurice est un pays-île situé au large de la côte sud-est de l'Afrique avec une population d'environ 1,3 millions d'habitants. Depuis son indépendance en 1968, l'île Maurice s'est développée considérablement passant d'une économie à faible revenu basée sur l'agriculture à une économie diversifiée à revenu intermédiaire. L'économie est orientée principalement sur le tourisme, l'industrie textile, la production de sucre et les services financiers (FAO 2012). Au cours des années récentes, la technologie de l'information et de la communication, l'industrie des fruits de mer, l'hôtellerie et la promotion immobilière, le secteur de la santé, des énergies renouvelables et de l'éducation et la formation ont émergé comme secteurs majeurs, attirant des investissements conséquents en provenance d'investisseurs locaux et étrangers.

Le gouvernement a adopté un programme visant à passer d'un modèle de développement qui reposait en grande partie sur des produits à bas coûts, faible technologie et main d'œuvre peu qualifiée, avec une disponibilité illimitée de travailleurs flexibles envers une économie portant sur la haute technologie, les produits finis, les compétences de haut niveau et les services. L'économie de l'île Maurice a franchi un grand pas en s'adaptant à la nouvelle économie mondiale de la connaissance grâce à la promotion du développement d'un système de production davantage diversifié s'appuyant sur les intrants de la haute technologie et le renforcement d'une force de travail fondée sur le savoir (Zafar 2011, Bailey et al. 2011).

L'île Maurice avait une PPB de 19,28 millions de \$ en 2011 (CIA 2012) avec un PIB par habitant (en parité du pouvoir d'achat) de plus de 7,488\$ (PNUD 2009). L'île est l'une des destinations touristiques de luxe majeures dans le monde avec un choix diversifié d'attractions naturelles. L'île Maurice a reçu la récompense de la première destination exotique au monde en 2012 (Acanchi 2012). Selon le rapport du PNUD en 2009, les indicateurs de développement social de l'économie mauricienne affichent un niveau relativement élevé d'égalité, d'équilibre et d'impact sur la croissance équitable à travers les différentes couches sociales. Se targuant de l'indice de développement humain le plus élevé en Afrique subsaharienne, l'économie montre une répartition des richesses relativement équilibrée ; notamment si on la compare aux autres pays d'Afrique comme l'Afrique du Sud et le Botswana (qui présentent tous deux des PIB élevés mais des IDH plus faibles).

Le système politique de l'île Maurice est celui d'une république démocratique multipartite. Le Président est le chef d'état et le Premier Ministre, le chef du gouvernement. Ce dernier est assisté par un Conseil des Ministres (Département d'Etat des USA 2012).

Paysage de l'enseignement supérieur

L'enseignement supérieur est délivré par onze établissements publics (dont deux sont des universités) et 55 universités privées. Les établissements publics qui feront l'objet d'une analyse dans cette étude sont l'Université de Maurice et l'Université de Technologie.

Bref aperçu historique de l'enseignement supérieur dans le pays

L'enseignement supérieur a commencé en 1924 avec le Collège d'agriculture et s'est depuis développé en un système diversifié composé d'établissements publics, privés, régionaux et internationaux, délivrant un choix important de cours, programmes, diplômes et licences (Mohamedbhai 2006). Comme il en fut le cas dans la plupart des pays africains, ce n'est qu'après l'indépendance que le système d'enseignement supérieur est réellement devenu une priorité nationale.

L'enseignement supérieur à Maurice englobe une gamme diversifiée d'établissements aux caractéristiques diverses. Certains établissements traitent à tous les niveaux de l'enseignement supérieur dans une série de disciplines tandis que d'autres concentrent leurs activités uniquement sur un ou deux domaines à certains niveaux. Certains établissements proposant un enseignement supérieur sont des établissements internationaux qui délivrent leurs programmes d'enseignement à distance (Mohamedbhai 2006). Au sein du secteur public, cinq établissements principaux se distinguent : l'Université de Maurice (UoM), l'Université de Technologie (UTM), le Mauritius Institute of

Education (MIE), le Mahatma Gandhi Institute (MGI) et le Mauritius College of the Air (MCA). D'autres établissements de formation supérieure existent mais ne tombent pas sous la tutelle de la Commission de l'enseignement supérieur. Ils comprennent le Swami Dayanand Institute of Management, l'Institut Supérieur de technologie, l'Industrial and Vocational Training Board (*Comité de formation continue et industrielle*), le Mauritius Institute of Health (*Institut mauricien de la santé*), l'école des infirmières (School of Nursing) et le Council of Legal Education (*Conseil de l'enseignement juridique*). L'Industrial and Vocational Training Board délivre principalement des cours de formation professionnelle.

L'Université de Maurice a été établie en 1965 et se composait initialement de trois écoles : l'agriculture, l'administration et la technologie industrielle. Cependant, depuis quelques années, l'UoM s'est agrandie et comprend aujourd'hui cinq facultés, faisant d'elle le fournisseur numéro un d'enseignement supérieur à Maurice, avec une forte priorité placée sur la recherche.

Deux établissements publics, le Mauritius Institute of Public Administration and Management (MIPAM) et le State Information Training Centre (SITRAC Ltd) ont été fusionnés pour former l'Université de Technologie, Mauritius (UTM) qui a ouvert ses portes aux étudiants en septembre 2001. La vision de cette université est " de devenir une université de réputation nationale et internationale, délivrant un enseignement supérieur et une formation de qualité à plusieurs niveaux y compris la formation professionnelle continue orientée envers le renforcement des capacités durable pour les développements de plus en plus motivés par la technologie et basés sur l'entrepreneuriat (University of Technology, Mauritius 2012)."

Contexte de la politique nationale d'enseignement supérieur

En dépit de l'impressionnante situation socio-économique prévalant dans la plupart des secteurs à Maurice, le développement de l'enseignement semble, en général, avoir été freiné. Dans un récent rapport du Forum économique mondial (WEF 2012), il a été remarqué que "les taux d'inscriptions scolaires demeurent quelque peu faibles, notamment au niveau universitaire ; les dépenses scolaires sont faibles et le système éducatif n'obtient que des notes passables en termes de qualité", renforçant alors les appels récents pour que l'enseignement en général (et l'enseignement supérieur, en particulier) bénéficie d'un nouvel élan de la part du gouvernement et autres parties prenantes (Banque africaine de développement 2009). En outre, la BAD indique dans son rapport, qu'au vu du besoin d'améliorer l'accès et la base de compétences de l'enseignement supérieur, le secteur se verra forcé de tisser des liens plus étroits avec le monde des affaires et de l'industrie pour que le pays puisse faire la transition et se transformer en plateforme de connaissance pour la région.

L'enseignement supérieur à Maurice est régi par la Tertiary Education Commission (TEC), qui a été établie en 1988 en tant qu'organisme indépendant sous la tutelle du Ministère de l'Éducation. Les responsabilités principales de la commission au moment de son établissement étaient de développer et de coordonner l'enseignement postsecondaire à Maurice et d'allouer les fonds gouvernementaux aux établissements tombant sous sa compétence. A cette époque, il n'existait aucun établissement d'enseignement supérieur privé et aucune disposition n'avait été prévue pour ce type d'établissements privés (Le Ministère de l'éducation et de la recherche scientifique 2004). Depuis, la TEC a évolué et l'accréditation des établissements publics et privés à Maurice tombent sous son mandat (Mohamedbhai 2006). La TEC a été enracinée dans un plan stratégique de cinq ans avec pour vision principale de "faire de Maurice l'île intelligente de la région dans le village planétaire" et une mission claire de "placer Maurice dans la région en tant que plateforme de connaissance de classe internationale et de passerelle pour l'enseignement supérieur" (TEC 2007:5).

Les responsabilités principales de la TEC sont les suivantes :

- Enregistrer et accréditer les universités privées et autres établissements d'enseignement supérieur
- Reconnaître et déterminer l'équivalence des qualifications universitaires au sein des établissements d'enseignement supérieur à l'intérieur et à l'extérieur de Maurice
- Promouvoir et maintenir des niveaux de qualité supérieure dans les établissements d'enseignement supérieur par des mécanismes d'assurance de qualité et d'accréditation.

Ces responsabilités sont liées à des buts spécifiques y compris de :

- Fournir l'environnement nécessaire pour créer une plateforme de connaissance régionale et un centre pour les études supérieures et d'excellence à Maurice
- Améliorer l'accès à l'enseignement supérieur grâce à la mise en place d'un apprentissage ouvert et de l'enseignement à distance
- Aligner l'enseignement supérieur aux normes et à la qualité du niveau international
- Promouvoir la collaboration régionale et internationale et la coopération par la diversité des institutions de programmes de bourses d'études et étrangères
- Défendre, consolider et promouvoir les principes de bonne gouvernance, transparence et responsabilité dans le système d'enseignement supérieur.

En 2001 a été établie la Mauritius Qualifications Authority. Sa fonction est d'évaluer et de reconnaître les qualifications délivrées par les établissements de formation administrant les écoles techniques et les cours de formation professionnelle.

Taille et forme de l'enseignement supérieur à Maurice

Bien que Maurice dispose de plus d'universités privées que d'Etat, le pourcentage d'étudiants inscrits dans les universités privées est plus faible que celui de ceux inscrits dans les établissements publics. Ce résultat est confirmé par les études précédentes (Mohadeb 2010) qui ont révélé que "les cinq établissements d'enseignement supérieur réunis (UoM, Mauritius Institute of Education, Mahatma Gandhi Institute, Mauritius College of the Air et UTM) totalisait 42 pour cent de la population estudiantine avec 14,036 étudiants et 91 pour cent des inscriptions dans les établissements publics." Selon les données fournies par le Ministère de l'Education et des Ressources humaines, 33,6 pour cent des étudiants à Maurice poursuivent actuellement des études dans des universités étrangères.

Tableau 1: Nombre et type d'établissements d'enseignement supérieur

Type d'établissements d'enseignement supérieur	Nombre d'établissements	Pourcentage estimé d'étudiants inscrits dans ce type d'établissement
Universités financées par l'Etat	11	49.1%
Universités techniques financées par l'Etat	N/A	N/A
Universités ou collèges agréés, financés par le secteur privé	55	17.3%
Enseignement à distance	N/A	9%
Fournisseurs internationaux	N/A	33.6%
Total	61	100%

Source: Questionnaire du Ministère de l'Education 2011

D'autres études sur la taille, la forme et les données de fréquentation de l'enseignement supérieur à Maurice ont identifié des tendances similaires, comme par exemple, que presque la moitié des étudiants dans l'enseignement supérieur (46,5 pour cent) se trouvaient dans des établissements publics d'enseignement supérieur tandis que 53,5 pour cent se trouvaient dans des établissements privés et étrangers. L'UoM est considérée comme le plus grand fournisseur d'enseignement supérieur à l'échelle locale, totalisant 22,2 pour cent du total des inscriptions de l'enseignement supérieur par rapport à cinq pour cent pour l'UTM, 12 pour cent pour le Mauritius Institute of Education, deux pour cent pour le Mahatma Gandhi Institute et 1,2 pour cent pour le Mauritius College of the Air (Mohadeb 2010).

Demande pour l'enseignement supérieur

L'enseignement supérieur prend une importance considérable pour l'économie croissante de Maurice. En 2010, 78 pour cent des étudiants qui ont passé leurs examens de fin d'études secondaires ont réussi et étaient prêts à entrer à l'université (Syndicat des examens de Maurice). Au total, 11,200 étudiants ont déposé un dossier pour des études de premier cycle universitaire dont 71,4 pour cent à l'Université de Maurice et 28,6 pour cent à l'Université de Technologie. Un peu moins de 50 pour cent des étudiants ayant fait une

demande à l'UoM ont satisfait aux critères d'admission mais n'ont pas pu être admis en raison de contraintes d'infrastructure. Trente et un pour cent des étudiants qui ont fait une demande à l'UTM ont été admis en première année universitaire. Une proportion plus large (69 pour cent) des étudiants qui ont déposé un dossier pour des études de second et troisième cycle à l'UoM et à l'UTM ont été admis. L'Université de Maurice a admis 57,4 pour cent des étudiants qui avaient fait une demande. L'amélioration de l'accès est l'un des buts stipulés dans le plan stratégique 2006-2015 de l'UoM¹.

Profil des étudiants

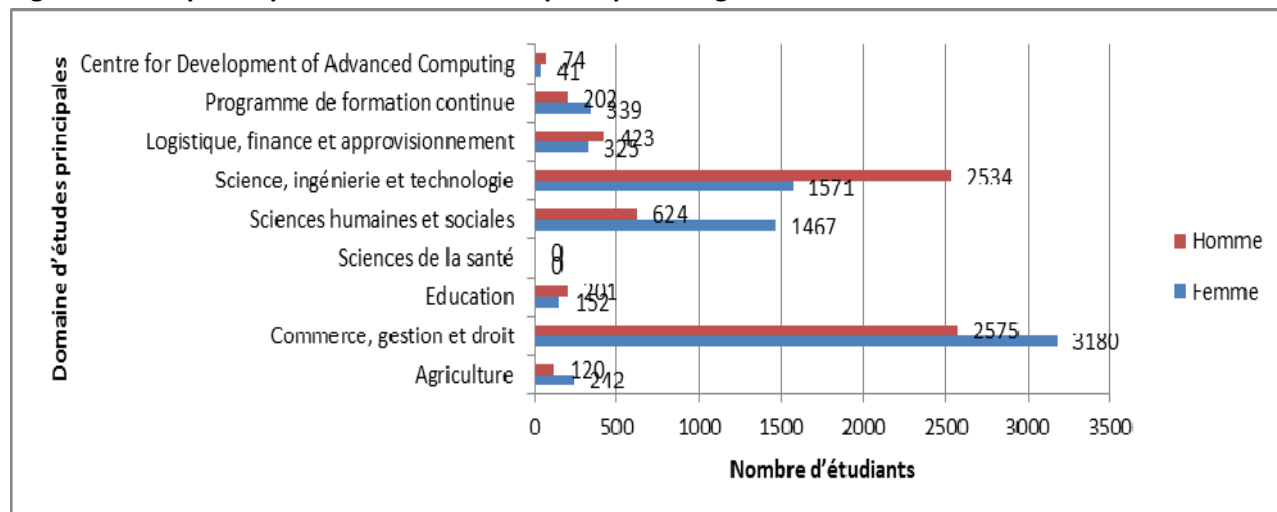
Les données fournies par les deux universités indiquent que 91,6 pour cent des étudiants sont des étudiants contactés. L'Université de Technologie n'offrant pas d'enseignement à distance, il s'ensuit que 8,4 pour cent des étudiants qui étudient à distance sont tous inscrits à l'UoM. L'UoM n'a pas présenté de données sur le nombre d'étudiants par nationalité mais l'UTM a rapporté que 99,7 pour cent des étudiants étaient des ressortissants nationaux tandis que 0,08 pour cent venaient de la région de la CDAA et 0,19 pour cent de pays hors CDAA. Dans l'étude de SARUA en 2008, l'UTM n'avait que des étudiants à mi-temps mais actuellement 2,274 étudiants (totalisant 48,2 pour cent du nombre total d'étudiants inscrits) poursuivent leurs études à plein temps. Un pourcentage légèrement plus élevé de femmes étudiantes (54 pour cent) étaient inscrites aux universités publiques de Maurice par rapport aux hommes étudiants.

Profil des inscriptions

Dans l'étude initiale sur les profils menée par SARUA, 9,574 étudiants étaient inscrits aux deux universités. Trois ans après, le nombre d'étudiants avait augmenté pour passer à environ 14,883 (soit un taux de croissance de 54,3 pour cent). La plupart des étudiants (40,5%) sont inscrits dans des programmes d'études découlant sur la délivrance de licences, diplômes et certificats en commerce, gestion et droit suivi de la science, l'ingénierie et la technologie (29 pour cent des inscriptions universitaires). Dans la plupart des facultés, le nombre de femmes étudiantes dépasse celui des étudiants sauf dans le domaine de la science, l'ingénierie et la technologie (où seulement 33,3 pour cent des étudiants inscrits sont des femmes). Le rapport a noté que 159 étudiants étaient inscrits pour des études de doctorat, 58,5 pour cent étudiant la science, l'ingénierie et la technologie et seulement 8,2 pour cent étudiant le commerce, la gestion et le droit. Les tendances d'inscriptions par genre sont indiquées dans la figure 1 ci-dessous.

¹ www.uom.ac.mu/aboutus/StrategicPlan/index.htm.

Figure 1: Inscriptions par domaine d'études principales et genre



Source: Questionnaires de l'université (2011)

Profil du personnel

Au cours de l'année universitaire 2009/10, un total de 312 employés universitaires et de recherche a été recruté dans les deux universités publiques. Parmi ces employés, 208 étaient des ressortissants de l'île Maurice et 8 de pays hors de la région CDAA. Aucun des membres du personnel employés dans les deux universités d'Etat de Maurice ne venait d'autres pays de la région de la CDAA. L'Université de Maurice n'a pas été en mesure de fournir des informations concernant la répartition spécifique au genre. L'Université de Technologie a fait état de plus de femmes que d'hommes parmi son personnel. Le ratio de personnel universitaire et de recherche (312) par rapport aux étudiants (14, 883) était de 1 :48. Selon les informations fournies, la plupart du personnel universitaire et de recherche à Maurice possède un doctorat.

Tableau 2 : Nombre d'employés par nationalité et type de poste

Catégories de personnel	Nationalité	Nombre d'employés
Personnel universitaire et de recherche	Citoyens nationaux (c.-à-d. de votre pays)	304
	Citoyens de la CDAA (c.-à-d. d'autres pays de la CDAA)	0
	Autre personnel international (c.-à-d. hors pays de la CDAA)	8
Personnel de direction et administratif (Personnel de soutien)	Citoyens nationaux (c.-à-d. de votre pays)	813
	Citoyens de la CDAA (c.-à-d. d'autres pays de la CDAA)	0
	Autre personnel international (c.-à-d. hors pays de la CDAA)	7

Source: Questionnaires de l'Université, 2011

Les réponses au questionnaire ont orienté vers une pénurie importante de personnel universitaire. L'Université de Maurice emploie deux fois plus de personnel à mi-temps que de personnel sous contrat à durée indéterminée, situation qui semblerait moins coûteuse à l'Université. Ce constat est particulièrement vrai pour la faculté de droit et de gestion. Un

besoin existe pour une augmentation du personnel de la région de la CDAA étant donné que la position régionale du pays pourrait en être optimisée et qu'une telle mesure favoriserait la collaboration entre établissements. Le nombre en augmentation d'étudiants s'inscrivant chaque année ne fait qu'accroître la pression sur des ressources déjà limitées.

Indicateurs nationaux relatifs à l'enseignement supérieur et alignement par rapport aux impératifs de la politique nationale

Profils des diplômés

Dans toutes les facultés et les domaines d'études principales, la majorité des qualifications sont délivrées au niveau du premier cycle. Les domaines de l'agriculture et de la science, l'ingénierie et la technologie sont les seuls domaines ayant produit des diplômés au niveau doctoral. Cinquante quatre pour cent des étudiants qui ont obtenu leur diplôme de premier cycle sont des femmes et l'écart entre les sexes est faible. Cependant, au niveau doctoral, les disparités sexospécifiques sont plus apparentes, les étudiants de sexe masculin ayant obtenu 9 des 11 diplômes de doctorat délivrés (88, 8 pour cent).

Assurance de qualité

La Tertiary Education Commission est dotée d'une Division d'assurance de qualité et d'accréditation (QAAD). Etablie en 1997, son objectif primaire était alors de garantir la qualité des universités publiques. En 2005, le décret de la TEC a stipulé que la QAAD est désormais responsable d'assurer la qualité de l'enseignement supérieur et de déterminer la reconnaissance et l'équivalence des qualifications universitaires. L'objectif est d'harmoniser la disposition de l'enseignement supérieur avec les normes et la qualité au niveau international (Tertiary Education Commission 2011).

L'Université de Maurice dispose d'un bureau d'assurance de qualité qui a été créé en 2002 pour s'aligner avec le plan stratégique 1999-2004 de l'Université (Bailey et al. 2011). Ce bureau est engagé dans l'amélioration constante et la gestion de la qualité pour garantir la pertinence, la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage, la qualité de la recherche et les bonnes pratiques au niveau institutionnel. L'UoM mène régulièrement des évaluations internes sur les programmes universitaires. Les données institutionnelles recueillies auprès de l'UoM indiquent qu'il n'existe aucun problème d'infrastructure. Le nombre de laboratoires de sciences en bon état est suffisant et l'hébergement des étudiants ne pose pas de problème au sein de l'UoM. Cette réponse de l'UoM pourrait suggérer des progrès significatifs en termes d'amélioration de l'accès si on la compare à la recherche précédente (BAD 2009, Gouvernement de Maurice 2008, SARUA 2008), qui indiquait que l'accès était un problème majeur dans l'enseignement supérieur de l'île Maurice. Ce constat a aussi été articulé dans les documents comme le discours budgétaire du gouvernement de 2008/2009 qui prévoyait d'améliorer l'infrastructure pour augmenter l'accès et les inscriptions.

A l'Université de Technologie, la qualité d'assurance interne est menée selon les besoins. Là où et lorsqu'un besoin est identifié, un audit de qualité approfondi est conduit en vue d'identifier et de corriger toutes les lacunes. L'assurance de qualité est menée à tous les niveaux de l'université y compris les activités des enseignants, les activités de recherche et la performance des étudiants.

Indicateurs de recherche

La TEC a fourni une liste des recherches menées par les établissements d'enseignement supérieur en 2010. Les indicateurs de recherche couvrent plusieurs thèmes y compris l'accès à l'enseignement supérieur, l'enseignement à distance, la planification et le développement de l'enseignement supérieur et l'enseignement supérieur par rapport au marché du travail (Mohadeb 2010). La plupart des indicateurs de recherche ont été compilés sous la forme d'articles évalués par les pairs. L'UoM tout comme l'UTM fait part de son engagement pour l'expansion des indicateurs de recherche.

Tableau 3: Résultats de la recherche

Catégorie des résultats de la recherche	2008	2009	2010
Articles de journaux revus par des pairs	126	95	188
Livres revus par des pairs	0	1	1
Chapitres de livres revus par des pairs	3	2	7
Brevets	0	0	0
Projets de recherche financés par l'Université	6	6	12
Projets de recherche financés de l'extérieur	5	7	10
Documents de conférences	14	32	23

Source: Questionnaires de l'Université, 2011

Derniers développements et débats sur l'enseignement supérieur à Maurice

Le plan du gouvernement de Maurice prévoit de transformer le pays en plateforme de connaissances régionale est un moteur important à la base des développements dans le secteur de l'enseignement supérieur. Un rapport a fait état de l'intention de Maurice d'attirer environ 100,000 étudiants étrangers d'ici à 2020 et les efforts de recrutement ont déjà été lancés en Tanzanie et en Inde. Les plans comprennent l'expansion des deux universités publiques et l'établissement de nouveaux campus dans divers endroits du pays. Une université de médecine a également été mise en place (Gouges 2011). L'île Maurice a recherché activement des partenariats internationaux pour renforcer le secteur de l'enseignement supérieur. L'Indian Institute of Technology (IIT) prévoit d'ouvrir un campus annexe à Maurice en 2013. La priorité de ce campus portera sur des cours d'ingénierie de haut niveau (Gouges 2011).

Régionalisation

La collaboration régionale parmi les universités est de plus en plus reconnue comme étant un outil crucial pour améliorer le développement de l'enseignement supérieur, l'assurance de qualité et les indicateurs de connaissance. La régionalisation en tant que concept se manifeste de plusieurs manières. On peut noter, entre autres, la mobilité universitaire du personnel et des étudiants au niveau régional, la reconnaissance mutuelle des qualifications universitaires dans l'enseignement supérieur et l'établissement d'une zone commune pour l'enseignement supérieur dans la région.

Maurice place une valeur importante sur la collaboration régionale ainsi que sur l'internationalisation de son secteur d'enseignement supérieur. Dans la réponse au questionnaire, le Ministère de l'Éducation et des Ressources humaines a noté que le protocole de la CDAA avait été pris en considération lors de l'élaboration du plan stratégique pour 2008-2012.

Ainsi que l'indique le tableau 1, un peu plus de 33 pour cent des étudiants à Maurice sont inscrits pour faire leurs études dans les universités d'autres pays. Par contraste, seulement 0,08% des étudiants à Maurice proviennent d'autres pays de la CDAA. Les deux universités publiques ne disposent actuellement pas de membres du personnel en provenance d'autres pays de la CDAA et seulement 2,6 pour cent du reste du personnel actuel vient de pays hors CDAA. C'est pourquoi même si l'île Maurice continue à s'internationaliser sous diverses formes, les efforts doivent être redoublés pour attirer du personnel et des étudiants de la région.

Conclusions

En s'appuyant sur l'étude précédente de SARUA, la présente étude a fourni des preuves empiriques mettant en évidence la portée de la demande pour l'enseignement supérieur à Maurice ainsi que la priorité nationale sur le renforcement du secteur de l'enseignement supérieur comme stratégie clé visant à garantir la compétitivité de Maurice dans l'économie mondiale basée sur la connaissance. Bien que les inscriptions aux deux universités publiques aient augmenté considérablement au cours des trois dernières années, les données ont indiqué que plus de la moitié des étudiants en fin d'études secondaires satisfont aux critères d'admission mais sans pour autant gagner accès à l'enseignement supérieur en raison du nombre limité de places actuellement disponibles. Si le pays veut continuer à progresser vers une économie basée sur la connaissance, l'accès à l'éducation doit être amélioré et on doit par ailleurs veiller à ce que les diplômés du deuxième et troisième cycle perdurent dans le système. Il est prometteur de constater que

Maurice a mis l'accent sur l'enseignement supérieur dans son plan de développement et recherche expressément à en élargir l'accès.

Le processus d'internationalisation de l'enseignement supérieur est quelque peu déséquilibré avec un nombre considérable d'étudiants mauriciens poursuivant leurs études à l'étranger et très peu d'étudiants provenant d'autres pays faisant leurs études à Maurice. Moins de deux pour cent de la totalité des étudiants inscrits dans les deux universités publiques viennent de l'extérieur (y compris de la région de la CDAA où le discours sur la collaboration régionale continue de gagner du terrain). Avec un pourcentage relativement élevé de personnel universitaire doté d'un doctorat, le besoin d'augmenter les structures incitatives et d'améliorer la qualité des indicateurs de recherche et le nombre de diplômés en maîtrise et doctorat produits annuellement s'impose. Bien qu'une forte amélioration soit de mise, le nombre de publications sur la recherche a augmenté. En prévoyant de construire davantage d'universités et d'améliorer la qualité de l'enseignement supérieur, Maurice continue à déployer tous ses efforts pour la délivrance d'un enseignement de classe internationale.

Références

Acanchi (2012) *Positioning Mauritius in the world*. Retrieved 06/09/2012 from www.tourism-mauritius.mu/media-files/docs/brandmtius09.pdf.

Banque Africaine de Développement (BAD) (2009) *Maurice: 2009-2013 Document de stratégie du pays*. Banque Africaine de Développement, Département National et Régional.

Bailey T, Cloete N and Pillay P (2011) *Universities and economic development in Africa: Case Study: Mauritius and the University of Mauritius*. Cape Town: CHET.

CIA (2012) *The world fact book*. Retrieved 06/09/2012 from www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/mp.html.

Food and Agricultural Organisation (2012) *Country report Mauritius*. Retrieved 06/09/2012 from www.fao.org/DOCREP/004/AB586e03.htm.

Gouges G (2011) Mauritius: Plans to become a regional knowledge hub. *University World News*. Issue No.187 of 4 September 2011 retrieved from www.universityworldnews.com/article.php?story=20110902145326869.

Gouvernement de l'île Maurice (2008) 2008/09 Discours budgétaire du Gouvernement de Maurice. Gouvernement de l'île Maurice.

Mauritius examination syndicate (n.d.) *Statistics*. Retrieved 06/12/2012 from www.gov.mu/portal/sites/mesweb/hsc_stats.htm.

Ministry of Education and Scientific Research (2004) *The development of education*. Muaritus: Ministry of Education and Scientific Research

Mohadeb P (2010) Higher education financing in Mauritius. In: P Pillay (ed), *Higher Education in East and Southern Africa*. Cape Town: Centre for Higher Education Transformation.

Mohamedbhai G (2006) *Quality of Tertiary Education in Mauritius*. Retrieved 06/11/2012 from http://siteresources.worldbank.org/EDUCATION/Resources/mauritius_qa-tertiary.pdf.

SARUA (2008) *Toward a Common Future: Higher Education in the SADC Region*. Retrieved 11/04/2012 from www.sarua.org/files/countryreports/Country_Report_Mauritius.pdf.

Tertiary Education Commision (TEC) (2011) *Quality Assurance and Accreditation Division*. Retrieved 06/12/2012 from <http://tec.intnet.mu/qaad.php>.

The Independent.(2012, 01 11) UoM vice chancellor Morgan resigns. Mauritius: The Independent.

UNDP (2009) *Human Development Report 2009. Overcoming barriers: Human mobility and development*. New York: United Nations Development Programme.

US Department of State (2012, May 7) *Background Note: Mauritius*. Retrieved 06/11/2012 from www.state.gov/r/pa/ei/bgn/2833.htm.

University of Technology Mauritius (2012) *About UTM*. Retrieved 06/12/2012 from www.utm.ac.mu/index.php?option=com_content&task=view&id=49&Itemid=29.

University World News. (2011, 09 04) *Plans to become a regional knowledge hub*. Retrieved 04/12/2012 from www.universityworldnews.com/article.php?story=20110902145326869.

University World News (2012, 06 07) *Indian institutes of technology to open branch campus. Mauritius*.

WEF (2010) *The Global Competitiveness Report 2010-2011*. Geneva: World Economic Forum.

Zafar A (2011) *Mauritius: An economic success story*.